Une guerre éclair dans le sud-est

A propos de la guerre civile en Allemagne et de l'origine du terme Blitzkrieg

#Germany

Le terme *Blitzkrieg* a été utilisé principalement par les journalistes en relation avec l'invasion brutale et soudaine de la Pologne par l'Allemagne nazie en 1939. Peu de gens savent cependant que le mot avait déjà été mentionné environ quatre ans plus tôt dans une publication militaire allemande appelée *Deutsche Wehr*. L'auteur von Schwichow a écrit un court essai dans le numéro de mai 1935, avec des développements sur la nutrition et l'approvisionnement en nourriture. Il affirmait notamment qu'une attaque soudaine et rapide des forces ennemies contre l'Allemagne - et non l'inverse -, qu'il était l'un des premiers à qualifier par écrit de *Blitzkrieg*, pouvait potentiellement conduire à une situation alimentaire dévastatrice en Allemagne.

Environ 90 ans plus tard, dans les premières semaines de 2024, une sorte de guerre éclair a dû être lancée contre deux États allemands politiquement indisciplinés et rebelles du sud-est, la Thuringe et la Saxe. Les premiers signes d'un coup de foudre imminent étaient déjà visibles à la fin du mois de novembre 2023, lorsque l'ancien chef de la Conférence épiscopale allemande, le cardinal Reinhard Marx de Munich, a ouvertement déclaré que tout membre du parti populiste AfD, qui gagnait massivement des voix notamment dans les deux États du sud-est de l'Allemagne, la Thuringe et la Saxe, *"ne pouvait pas vraiment être accepté dans l'Église catholique"*. D'autres chefs religieux se sont rapidement joints à lui.

La guerre éclair d'inspiration religieuse s'est déclenchée quelques semaines plus tard, lorsqu'un homme politique bien connu de l'AfD, Bjoern Hoecke, originaire de Thuringe, a prononcé un discours en janvier 2024, juste après les vacances de Noël. Dans son district d'origine, la ville de Gera, l'AfD de Hoecke a choisi la *Volkshalle* locale pour sa présentation. La salle, meublée avec parcimonie, était remplie d'électeurs conservateurs, pour la plupart âgés, un mélange de personnes aux cheveux extrêmement courts et d'espoirs de changement du système - l'atmosphère rappelant les films en noir et blanc du milieu des années 1920. De l'autre côté de la rue, des manifestants de gauche, autorisés à afficher de petits symboles Hakenkreuz sur leurs nombreuses banderoles contre les nazis, criaient et hurlaient dans un mélange de cheveux longs en arc-en-ciel et d'yeux très féministes-agressifs, la plupart du temps enfouis sous des sweats à capuche noirs.

Manifestants à l'extérieur de la manifestation de l'AfD, le 18 janvier 2024.

Dans la *Volkshalle* de Gera, Hoecke fait précéder son discours d'un court métrage sur les effets d'un centre pour migrants situé à proximité. Après être entré dans la salle sous une ovation, il salue d'abord des équipes de journalistes suisses et japonais - plus ils étaient éloignés, plus la foule s'enthousiasmait de leur présence, sans vraiment savoir de quoi ils allaient parler exactement. Hoecke se dissocie clairement de tout programme national-socialiste et critique tout aussi clairement les manifestants de l'autre côté de la rue qui le comparent, lui et ses partisans, aux nazis ou à leurs opinions politiques. Lorsqu'il mentionne que dans le cas improbable où il deviendrait chancelier d'Allemagne, sa première visite serait pour Vladimir Poutine à Moscou plutôt qu'à Washington, la foule applaudit. Il poursuit en expliquant longuement les échecs de la classe politique actuelle en Allemagne et en Europe, cite quelques persécutions vraiment vicieuses à son encontre et conclut qu'à son avis, l'Allemagne n'est plus une véritable démocratie.

Bjoern Hoecke, homme politique de l'AfD, à Gera, en Thuringe, le 18 janvier 2024.

Les nombreux journalistes traditionnels commencent à grimacer et ont probablement déjà décidé de couper cette phrase du discours de Hoecke pour la transmettre immédiatement à leurs rédacteurs en chef à Berlin, à Berne et aux Bahamas. Pendant ce temps, Hoecke jette des couvertures rouges de plus en plus grandes pour les médias grand public et les observateurs politiques en colère lorsqu'il parle des *"partis politiques cartellisés"* en Allemagne. Il mentionne plusieurs fois l'expression état profond, parle de Victoria Nuland à titre personnel et explique pourquoi l'Ukraine est l'un des pays les plus corrompus dirigés par l'establishment de Washington et BlackRock. L'obligation pour chaque Allemand de verser chaque année des centaines de millions d'euros aux médias d'État devrait être abandonnée, et il souhaite aux journalistes véritablement indépendants tout le bien possible pour leur avenir. Ce qui, sciemment ou

non, place très probablement Bjoern Hoecke sur la même liste transatlantique d'exécution douce que Julian Assange, le fondateur de Wikileaks. Comme si cela ne suffisait pas, il déclare qu'une fois que lui et son AfD seront au pouvoir, il fera en sorte que l'Allemagne quitte l'UE, voire l'OTAN. Il déclare qu'il introduira une loi pour que les parents de chaque nouveau-né en Thuringe reçoivent un total de 20 000 euros sur un certain nombre d'années. Pour lui, il n'y a que deux sexes, les hommes et les femmes.

D'un point de vue politique vraiment neutre, le discours de Hoecke n'avait rien d'une droite radicale et encore moins d'un national-socialisme passéiste. La dynamique de groupe de la foule est bien plus importante que ses éruptions. Ils ont tapé du pied à chaque phrase de déclenchement, applaudi la rhétorique de Hoecke et bruyamment hué la presse traditionnelle lorsqu'elle a confronté Hoecke à diverses questions après son discours, comme celle de savoir pourquoi il *"envisagerait même de rendre visite au fauteur de guerre qu'est Poutine"*.

Le moment choisi pour le discours de M. Hoecke n'aide pas non plus. Précisément au moment où il prononce son discours dans une salle du peuple, dans un bâtiment également utilisé par le parti communiste local de la région pour ses réunions et ses rassemblements, les mondialistes se réunissent à Davos, en Suisse, pour discuter de leur programme pour 2024. C'est également dans les Alpes suisses que des géants du monde des affaires ont annoncé que toute la région de Thuringe, la Saxe et même toute l'Allemagne devraient être *"extrêmement prudentes"* pour ne pas être laissées pour compte sur le plan économique une fois que le parti AfD aura accédé au pouvoir politique. Le PDG de la société munichoise Allianz AG s'est exprimé à Davos sur les prochaines élections européennes à la mi-2024 et a déclaré, je cite, *"nous devons nous assurer que les gens votent comme nous le souhaitons (!), et pas seulement pour évacuer leur colère"*.

Peu après, des centaines de milliers de personnes ont défilé dans les rues d'Allemagne pour réclamer la *"protection de la démocratie"* et *"l'éradication des nazis"*, tout en exigeant l'interdiction soudaine du parti populiste allemand AfD, qui existe depuis plus de 10 ans et commence seulement à gagner sérieusement du pouvoir politique. Hoecke devrait être privé de ses droits de l'État et de ses droits de l'homme garantis par la Constitution, selon diverses pétitions signées par des centaines de milliers de personnes à l'initiative de diverses ONG très financées par le gouvernement.

Entre-temps, les politiciens de l'opposition, et pas seulement dans le district d'origine de Hoecke, n'ont aucun intérêt à calmer la polarisation politique en Allemagne, qui est probablement à l'aube de ce qu'était la guerre civile espagnole il y a environ 90 ans. Elisabeth Kaiser, élue sociale-démocrate et donc diamétralement opposée à l'AfD dans la circonscription de Bjoern Hoecke, balaie d'un revers de main toute idée de véritable travail politique et refuse de s'asseoir avec lui pour un quelconque débat politique. *"Nous avons déjà essayé, cela ne nous a menés nulle part"*, dit-elle. Lorsqu'on lui demande si elle ne devrait pas réévaluer les résultats de ces réunions et essayer simplement de dialoguer avec lui, elle évoque la police constitutionnelle allemande ou *Verfassungsschutz* très politisée qui, selon elle, *"peut démanteler entièrement l'AfD"*.

La sociale-démocrate Elisabeth Kaiser dans la ville de Gera le 27 janvier 2024.

Le contexte était une réunion d'une poignée de hauts responsables de l'AfD en novembre 2023 à Berlin-Potsdam. Dans les locaux de la Villa Adlon, les membres de l'AfD discutaient notamment de la manière de faire revenir dans leur pays d'origine des millions de personnes qu'ils considèrent comme *"des immigrés illégaux"*. C'est la police constitutionnelle allemande qui a mis les conversations sur écoute à Potsdam, pour ensuite divulguer quelques heures plus tard quelques phrases croustillantes du groupe AfD à Correctiv, une plateforme d'écrivains financée par le gouvernement et ayant le statut d'ONG. Ce qui a permis de bombarder le public d'une nouvelle, au moins partiellement fausse, selon laquelle les membres de l'AfD discutaient ouvertement d'une *"déportation des résidents non-blancs"* d'Allemagne. Des semaines plus tard, Correctiv a commencé à expliquer calmement que le mot "déportation" était probablement un peu exagéré et qu'il avait été inventé à la hâte.

Un peu comme dans le sens originel du terme *Blitzkrieg* à partir de 1935, et probablement encore plus avant parmi les forces alliées de la Première Guerre mondiale en alignement avec le Kaiser allemand, qui s'est enfui en exil en 1919.

https://www.sun24.news/fr/une-guerre-eclair-dans-le-sud-est-a-propos-de-la-guerre-civile-en-allemagne-et-de-lorigine-du-terme-blitzkrieg.html